

## Introduction

Danielle TARTAKOWSKY

Le programme commun de gouvernement a été ratifié en juin 1972 par le parti communiste et le parti socialiste puis, un mois plus tard, par les radicaux de gauche. Les archives départementales de la Seine-Saint-Denis, l'OURS, la Fondation Jean-Jaurès, respectivement dépositaires des archives du PCF et du PS, et la Fondation Gabriel-Péri ont choisi d'associer leurs efforts et leurs ressources pour en proposer une approche décloisonnée.

Le colloque qu'elles ont organisé en mai 2010 a réuni des chercheurs qui leur devaient d'avoir disposé d'archives de direction, pour beaucoup inédites, et certains protagonistes de cette histoire souvent sinueuse, soit dans l'ordre où leurs interventions sont reproduites dans les pages qui suivent, Roland Dumas, René Piquet, Pierre Mauroy, Louis Astre, Jean-Louis Moynet et, dans le cadre d'une table ronde, Charles Fiterman, Lionel Jospin et Roger-Gérard Schwartzberg. Le présent ouvrage qui est une version remaniée de ce colloque constitue à ce double titre un apport d'importance. Il se décompose en quatre ensembles respectivement consacrés à l'élaboration du programme et à son contenu, aux réactions de certains acteurs sociaux ou politiques, à quelques-uns de leurs effets produits « sur le terrain » et aux témoignages, déjà mentionnés. Les quelques réflexions qui suivent ont été suscitées par leur retranscrite.

### **1963-1969 : une stratégie sous contraintes**

La stratégie que les communistes élaborent à partir de 1962 et dont ils précisent les contours lors de leurs congrès successifs s'enracine dans l'analyse du « capitalisme monopoliste d'État », reformulée en novembre 1960 par la conférence des 81 partis communistes et ouvriers. La réalisation d'une vaste alliance antimonopoliste dont l'union de la gauche constituerait la traduction politique doit permettre de construire une alternative au « régime des monopoles » en ouvrant des perspectives transformatrices, propre à amorcer la construction d'une « voie française au socialisme ». Le PS répond par une fin de non-recevoir aux premières approches tentées par le PCF.

S'ensuit un « long cheminement » qu'abordent Jean Vigreux ainsi que Roland Dumas, René Piquet et Pierre Mauroy, au titre de témoins. Ce cheminement, qui n'est aucunement linéaire, va devoir compter avec ces données contraignantes que sont les institutions redéfinies de la V<sup>e</sup> République et les événements de mai-juin 1968.

L'élection du président de la République au suffrage universel, mise en œuvre en 1965 pour la première fois, et la loi municipale du 27 juin 1964, qui interdit les fusions de listes au second tour dans les villes de plus de 30 000 habitants, obligent toutes les forces en présence à des adaptations. En janvier 1965, les fédérations socialistes et communistes de la Seine se saisissent des échéances municipales pour formaliser les « conditions d'une collaboration pérenne des élus communistes et socialistes dans les affaires locales, municipales et départementales » et se présentent sur des listes d'union démocratique (Emmanuel Bellanger). Le soutien que les communistes apportent en septembre de la même année à François Mitterrand en vue de l'élection présidentielle suivante et le score obtenu par celui qui devient le candidat unique de la gauche mais se présente sur la base de sa propre plate-forme permettent à toutes les forces en présence d'estimer avoir marqué des points (René Piquet). L'accord de désistement national conclu en décembre 1966 entre le PCF et la FGDS profite à tous. La ratification d'une plate-forme commune en janvier 1968 paraît, en revanche, consacrer les avancées de la stratégie communiste mais relève du moins d'une logique qui est électorale avant tout. Les événements de mai-juin 1968 qui contribuent à brouiller puissamment les frontières convenues du social, du politique et de leurs acteurs s'affirment à leur tour tout à la fois pour « (des) accélérateur(s) et (des) freins au rapprochement » (Mathieu Fulla).

En mai-juin 1968, un mouvement dont la portée est éminemment politique est engagé et mené aussi loin qu'il leur est possible par les seuls acteurs sociaux. La CGT qui tente vainement de prendre appui sur la grève générale pour peser sur le rapport des forces politiques et obtenir que les gauches communiste et non communiste s'entendent sur le principe d'un programme commun ne dispose pas du relais politique indispensable à la stratégie dont elle se réclame. On regrettera que la CFDT, engagée, il est vrai, dans de tout autres orientations stratégiques, n'ait fait l'objet d'une communication spécifique dans la publication des actes de ce colloque<sup>1</sup>. Cette confédération qui est l'unique organisation contemporaine du régime gaulliste et des redéfinitions économiques et sociales qu'il a précipitées s'avère particulièrement réceptive aux bouleversements dont le mouvement de mai constitue une expression. Elle estime que la crise du régime ne peut trouver sa solution dans les forces parlementaires traditionnelles, juge le couple PCF-FGDS incapable d'intégrer les « forces nouvelles » surgies dans

1. GEORGI, Fr., *L'Invention de la CFDT. 1945-1970*, Paris, L'Atelier, 1995.

la crise et de répondre à leurs aspirations, mais est également dépourvue quand se trouve posée la question d'une issue politique à la crise.

La politique dans son acception classique opère un retour en force à partir du 24 mai, quand le général de Gaulle annonce la tenue prochaine d'un référendum. L'échec de cette tentative précipite l'affirmation de réponses alternatives, de l'initiative de François Mitterrand, Pierre Mendès France, du PCF puis, de nouveau, du général de Gaulle, cette fois sous d'autres formes. Les perspectives d'une union des gauches politiques le cèdent alors à des alliances d'une autre sorte. Le meeting de Charley associant le PSU, l'Unef et une fraction de la CFDT en présence de Pierre Mendès France (évoqué par Roland Dumas, et la manifestation du 29 mai qui ressuscite l'axe PCF-CGT disparu depuis 1966 au profit d'un système d'alliance réunissant les confédérations syndicales à l'exclusion des partis politiques témoignent de la volonté d'ancrer certaines de ces stratégies dans le mouvement social. Mais pour la première fois dans l'histoire de la République, c'est à droite et en accord avec le chef de l'État que s'opère une interaction entre une puissante mobilisation collective et la sphère politique, propre à précipiter l'issue qui se joue *in fine* sur le terrain électoral.

Le cinglant échec des partis de gauche aux élections de juin 1968 vécu, à chaud, comme un paradoxe, puis l'échec de la stratégie alternative à une union de la gauche qu'incarne la candidature de Gaston Defferre aux élections présidentielles de juin 1969 ramènent le PCF et le PS refondé à Épinay autour de la table de négociations. Elles permettent cette fois de parvenir à un accord nonobstant des contradictions demeurées vives, sur la question de l'Europe et de l'arme atomique en premier lieu.

### **Le primat réaffirmé de la régulation administrée**

Ces négociations et certains aspects du programme adopté le 26 juin sont plus spécifiquement abordés dans les contributions de Mathieu Fulla, Hervé Chauvin, Fabien Conord, Marc Lazar et dans le témoignage de Pierre Mauroy. Ce programme se veut une réponse à une « crise profonde<sup>2</sup> » que le PCF et François Mitterrand appréhendent respectivement comme étant celle du capitalisme monopoliste d'État<sup>3</sup> ou du « capitalisme mondial<sup>4</sup> ». Le programme est constitué de quatre parties intitulées « vivre mieux, changer la vie », « démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès », « démocratiser les institutions et garantir les libertés » et « contribuer à la paix et développer la coopération internationale ». Il crédite l'État d'un pouvoir régulateur et la planification, devenue « démocratique », de la capacité de contrer la logique du profit en assurant,

2. MARCHAIS, G., *La Société française en crise*, édition spéciale de *L'Humanité*, 10 juin 1971.

3. 19<sup>e</sup> congrès du PCF, février 1970.

4. MITTERRAND, Fr., préface à *Changer la vie*, Paris, Flammarion, 1972.

à l'inverse, la satisfaction des besoins sociaux largement étendus (39 heures, retraite à 60 ans) et demeure fondés sur une tentative de relance keynésienne de la consommation et de l'investissement, ainsi que sur une politique de reconquête industrielle par des nationalisations. Il prête une attention soutenue à la « promotion de la femme », à la jeunesse, au « cadre de vie » et aux « nuisances », à la culture, au droit à l'information, à la décentralisation et à l'autonomie de gestion, propre à satisfaire certaines des aspirations du mouvement de mai, mais se réclame d'une approche globale de la société qui conditionne ces changements à la transformation préalable ou, du moins, simultanée des structures économiques ; en perpétuant une analyse en termes d'infrastructures et de superstructures<sup>5</sup>.

Ce programme « marxo-keynésien » (Mathieu Fulla) s'inscrit dans le droit fil de la culture nationale de régulation économique et sociale dont le programme du Conseil national de la Résistance, adopté unanimement le 15 mars 1944 dans la clandestinité entre les représentants des partis, des confédérations syndicales et des mouvements de résistance, constitue le fondement. Cette culture repose en particulier sur les « réformes de structures » de la Libération, comportant notamment la Sécurité sociale, les comités d'entreprises, le Plan, les nationalisations, le secteur public renforcé et un certain dirigisme économique et financier... devenus un bien commun transpartisan<sup>6</sup>. Les convergences économiques et sociales devenues le « ciment fragile de deux cultures divergentes » (Mathieu Fulla) s'enracinent donc dans un héritage commun.

Ce mode de régulation qui a été refondé par le général de Gaulle lors de son retour aux affaires en 1958, sur un mode qui interdit, il est vrai, aux formations de gauche de s'y reconnaître, ne subit aucune mise en cause fondamentale jusqu'au milieu années 1960. Depuis la Libération, il protège, au moins partiellement, les fractions les plus fragiles de la société française en imposant, en retour, des formes étatiques, autoritaires et rigides de développement – ne serait-ce qu'à travers les « priorités » du Plan – avec ses inévitables hiérarchies, contraintes, disciplines collectives, formes multiples d'autorité et de représentation reconnues et instituées ainsi que ses modes de contrôles limitant par là même la liberté individuelle et collective des acteurs. Ces contraintes sont à ce point incorporées qu'elles n'ont longtemps fait l'objet d'aucune remise en cause dans l'espace public, la liberté, même individuelle, étant reconnue comme directement tributaire de la garantie des droits collectifs et des formes de représentations convenues, pour tout dire de la démocratie. Elles ne commencent à être perçues et dénoncées comme telles qu'avec et après 1968.

5. MITTERRAND, Fr., préface à *Changer la vie, op. cit.*, in n. 4, p. 13 : « Il est vain de vouloir libérer l'homme si l'on ne vise pas d'abord les structures économiques qui ont fait du grand capital le maître absolu de notre société. »

6. ANDRIEU, C., LE VAN, L., PROST, A., *Les Nationalisations de la Libération. De l'utopie au compromis*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987.

Les aspirations autogestionnaires qui s'affirment alors s'inscrivent en effet dans un large mouvement de contestation de certaines formes caractéristiques des Trente glorieuses, incluant à la fois la condamnation de la régulation keynésienne et le socialisme d'État, dont elles anticipent la double crise, quasi concomitante, et qu'elles tiennent pour responsables des déficits contemporains de démocratie<sup>7</sup>. Ceux qui s'en réclament dénoncent l'aliénation à l'œuvre dans toutes les dimensions de la vie humaine et formulent une critique théorique et pratique de l'autorité hiérarchique, du productivisme et de l'État auxquels ils opposent la notion, centrale à leurs yeux, de « base », propre à assurer la démocratie au quotidien. En défendant l'idée que ce sont les utilisateurs, usagers et travailleurs qui doivent détenir le pouvoir, prendre des décisions, inspirer le politique dans chaque cellule de la vie sociale, ils contribuent à saper intellectuellement et politiquement les fondements du cycle ouvert avec le Front populaire et affirmé à la Libération, et par là même les fondements institutionnels, idéologiques et pratiques de la régulation administrée et des disciplines collectives qu'elle a jusqu'alors imposées.

Mais dans le temps court de l'après-1968, les forces sociopolitiques qui, tant à droite qu'à gauche, se sont montrées les meilleurs défenseurs des institutions de la régulation administrée semblent l'emporter<sup>8</sup> : la séquence qui s'ouvre au sortir de 1968 pour ne se refermer qu'en 1974 se caractérise par un abandon des mesures de libéralisation économique initiées en 1965 et le programme commun, devenu un « accélérateur de la recomposition idéologique et culturelle » (Marc Lazar), exprime le regain d'attention pour la culture de régulation caractéristique des Trente glorieuses, corollaire d'un effacement théorique du réformisme socialiste qui connut son plein essor au début des années 1960.

### **Partis, syndicats et mouvement social**

Frédéric Fogacci et Roger-Gérard Schwartzberg soulignent tous deux la portée symbolique du ralliement des radicaux de gauche au programme commun, propre à « rappeler l'union tripartite de 1936 qui associait communistes, socialistes et radicaux ». L'union des trois formations hier constitutives du Front populaire et les références appuyées qu'a mobilisées la CGT quand il s'est agi d'impulser cette stratégie (36<sup>e</sup> congrès, juin 1967) puis de la défendre ne sauraient cependant suffire à fonder la continuité.

En 1936, le programme de Front populaire, ratifié par les trois partis, l'est également par la CGT, la CGTU et par une centaine d'associations. Il en va de même en 1944 où le programme du CNR l'est par les confédéra-

7. GEORGI, Fr. (dir.), *Autogestion. La dernière utopie?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, 612 p.

8. MARGAIRAZ, M., TARTAKOWSKY, D. (dir.), *1968, Entre libération et libéralisation. La grande bifurcation*, Rennes, PUR, 2010.

tions syndicales et par les mouvements de résistance, étroitement associés à son élaboration. Rien de tel en 1972 dès lors que la signature du programme commun résulte de la consolidation du régime et non de la mise en crise. La CGT, impliquée de longue date dans le combat pour la réalisation du programme, n'est pas associée directement aux discussions, souligne Jean-Louis Moynet<sup>9</sup>. Les réserves ou l'hostilité de la CFDT, de FO et de la FEN, « ce miroir de la gauche française » (Ismaël Ferhat, Louis Astre), interdisaient à l'évidence qu'il en fût autrement. Mais les reconfigurations du mouvement syndical ne sont ni la seule, ni sans doute la principale explication de cette exclusive à l'encontre des formations non partidaires. En 1936 comme en 1944, la présence d'acteurs extérieurs au champ institutionnel est révélatrice d'une crise du système ou même du régime politique dont l'importance est telle qu'elle autorise et requiert une recomposition (momentanée) du champ politique. Les liens qui se nouent dans ces deux circonstances entre la mobilisation collective et la régulation, pareillement redéfinies, sont à l'origine d'une double révolution culturelle qui répond de l'irruption des syndicats, associations ou mouvements dans le champ politique, et contribue à redéfinir plus ou moins durablement les modalités de la politique et ses acteurs. Il en va différemment au sortir de 1968. La stabilité du régime, réaffirmée par la victoire électorale de juin 1968, rétablit chacun dans ses prérogatives et vaut aux partis de récupérer durablement l'initiative.

L'absence des organisations syndicales à la table des négociations de 1972 ne signifie naturellement pas qu'elles n'ont exercé aucune influence sur le contenu du programme. Jean-Louis Moynet, qui déplore que la CGT ait été « placée devant un dossier bouclé et une union fermée dont elle aurait souhaité être partie prenante », mentionne, au demeurant, ses apports originaux en 1972 comme ultérieurement (Smic, gestion démocratique, propositions industrielles...). Les canaux, relais et modalités de son influence mériteraient qu'on s'y attarde. La CE de la CGT approuve, du reste, le contenu de l'accord, considérant que « l'ensemble des revendications sociales des travailleurs, communes aux organisations syndicales, y sont prises en compte » et le MODEF s'y reconnaît pareillement (Fabien Conord). Il en va différemment pour la CFDT, qui n'adhère pas à des orientations jugées étatistes et productivistes, et pour la FEN, qui déplore que les orientations en matière d'enseignement contreviennent à celles du SNI (Ismaël Ferhat, Louis Astre).

C'est assez dire que les relations entre les formations politiques et un mouvement syndical plus composite qu'il ne l'était en 1944 et *a fortiori* en 1936 se sont singulièrement complexifiées. Les liens entre les cultures

9. Cf. également NARRITSENS, A., « La CGT et le programme commun », in HEDDE, J. (coord.) *La CGT de 1966 à 1984. L'empreinte de mai 1968*, Paris, Institut CGT d'histoire sociale, 2009 [[http://www.gabrielperi.fr/IMG/pdf/G\\_Alezard\\_-\\_Seconde\\_contribution\\_au\\_colloque\\_Les\\_politiques\\_economiques\\_de\\_la\\_gauche.pdf](http://www.gabrielperi.fr/IMG/pdf/G_Alezard_-_Seconde_contribution_au_colloque_Les_politiques_economiques_de_la_gauche.pdf)].

de mobilisation et de régulation, longtemps intriquées, se distendent et la conflictualité, demeurée forte jusqu'au milieu des années 1970 sur le terrain des grèves comme dans le cadre des nouveaux mouvements sociaux, s'auto-nomise des débats engagés autour du programme commun<sup>10</sup>.

## Recompositions politiques

Les clivages entre partisans et adversaires d'une régulation administrée perpétuée, à l'origine de la recomposition tentée à Charléty, ont complexifié le clivage droite-gauche sans toutefois s'y substituer. Les recompositions immédiatement consécutives à la signature du programme commun, limitées à la création du MRG (Frédéric Fogacci, Roger-Gérard Schwartzberg), au ralliement au programme commun d'une poignée de gaullistes de progrès (Bernard Lachaise) et à la sécession d'une frange de socialistes (Gilles Morin) ne le bouleversent pas davantage.

Ce programme doit à la stabilité du régime et à la logique des institutions de s'affirmer avant tout comme un étendard mais n'en constitue pas moins un puissant facteur de déstabilisation et de recomposition de l'électorat et par là même des rapports de force au sein de toutes assemblées élues. C'est à ce titre qu'il retient immédiatement l'attention de la droite (Bernard Lachaise) et du gouvernement (Pascale Goetschel), et à ce titre encore qu'il suscite l'inquiétude au sein du PCF à partir de 1974. François Prigent et Rémi Lefebvre montrent comment les succès électoraux remportés par le PS en 1973, 1974 et 1976 permettent à la Bretagne de basculer pour ainsi devenir un bastion socialiste, favorisent l'émergence d'une nouvelle génération de cadres et la percée de réseaux socialistes, et inculquent une « norme unitaire » dont le PS devient le principal bénéficiaire. Emmanuel Bellanger et Florent Gougou nuancent le tableau. Le premier souligne les capacités de résistance des bastions communistes telle la Seine-Saint-Denis et le second s'appuie sur des analyses sérielles menées au niveau macro-politique pour montrer que la poussée socialiste n'exclut nullement des avancées communistes jusqu'en 1979. Le déclin électoral du PCF ne devient effectif, selon lui, qu'à partir de 1981, sous l'effet de « puissantes dynamiques sociales » et de la « dégradation de l'image de l'URSS ».

10. Des études monographiques permettraient seules de déterminer l'ampleur ou l'inexistence des interactions. Cf. par exemple, HAYES, I., « Lorraine. Cœur d'Acier, Longwy, 1979-1980 », thèse, Paris-I, 2011.

## Instrumentalisations

La contribution qu'Hervé Chauvin consacre à la question des droits de l'homme en URSS laisse pourtant à entendre que l'influence négative du « socialisme réel » s'est exercée sensiblement plus tôt. La défense et l'expansion des libertés en France qui s'expriment dans le programme doivent en effet compter avec une opinion publique sensibilisée par la problématique des droits de l'homme au niveau international et avec une offensive antitotalitaire dont Michael Christofferson a montré qu'elles s'inscrivaient dans une chronologie spécifique à la France<sup>11</sup>. Le discrédit croissant, en particulier chez les jeunes générations, du système socialiste centralisé dans la seconde moitié des années 1970, se trouve activé par l'écho amplifié de *L'Archipel du goulag* en 1974, par le lancement médiatique des « nouveaux philosophes », au nom de *la* liberté. Il permet d'enfoncer des coins dans cette « union sans unité » pour affaiblir d'un seul et même mouvement le PCF et le programme commun, présentés comme une menace majeure pour les libertés.

Cette offensive et les tensions internes à l'union qui s'accroissent à la mesure des points marqués par le PS engagé des reclassements. Les tenants d'une stratégie qu'on peut qualifier de pan syndicaliste réintègrent le champ politique lors des assises du socialisme (1974). La CFDT finit par apporter son soutien au programme commun (1974) et se rapproche du PS. La FEN dont les tensions internes se durcissent au rythme de la dégradation des relations entre le PS et le PCF, pareillement. Jusqu'à se voir respectivement qualifiées par leurs détracteurs de « bureau d'études du gouvernement », s'entend après 1981 (Jean-Louis Moynet), et de « courroie de transmission » du PS (Louis Astre).

François Mitterrand et les radicaux de gauche ont pareillement déployé une approche instrumentale du programme commun. Le *leader* de la FGDS s'en explique ouvertement quand il précise ses objectifs devant le congrès de l'internationale socialiste en 1972 : « Se mettre en tête des luttes sociales de façon moderne » et « Disputer le *leadership* au PCF, donc se placer en concurrent non par l'alliance avec les conservateurs mais sur le plan social tout en maintenant l'union de la gauche » (Gilles Vergnon). Les radicaux de gauche instrumentalisent, pour eux, leurs alliés pour assurer leur survie politique (Frédéric Foggaci). Le renversement du rapport de forces qui se dessine incite le PCF à l'instrumentaliser à son tour en engageant les signataires sur le terrain du « chiffrage » et de la « réactualisation » qui va précipiter la rupture. Mathieu Fulla souligne en effet que ce sont ces mêmes questions économiques et sociales, qui avaient fait consensus quand il s'agissait d'aboutir, qui deviennent des facteurs de discorde quand la

11. CHRISTOFFERSON, M., *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France. 1968-1981*, Marseille, Contre-feux Agone, 2009.



volonté d'aboutir fait défaut. Lionel Jospin, Charles Fiterman et Roger Gérard Schwartzberg reviennent sur le moment de la rupture en soulignant pareillement le rôle déterminant de Georges Marchais.

### « En dehors de l'espace et du temps » (Jean-Louis Moynet)

Les recompositions advenues à gauche entre 1973 et 1978 ont conforté le PCF dans une relecture de la stratégie qu'il avait initiée, devenue à ses yeux « référence négative », à l'origine de son affaiblissement (Jean Vigreux). L'opposition développée en son sein après la rupture et la gauche non communiste ont au contraire accusé (ou crédité) cette dernière d'avoir précipité le déclin du parti. La chronologie retenue par les organisateurs du colloque contribue à conférer la centralité aux questions du renversement du rapport des forces et du déclin du PCF. La séquence débutant au sortir des guerres coloniales, quand le PCF, libéré de l'hypothèque qu'elles faisaient peser sur ses relations avec la SFIO, pose les premiers jalons de sa stratégie, et s'achevant avec les élections de mars 1978, consécutive à la rupture de l'union, circonscrit en effet une histoire des organisations et de leurs rapports.

Plusieurs contributions lui préfèrent une séquence qui se prolonge jusqu'en 1981, conséquence ultime de la politique amorcée en 1972 en s'inscrivant alors dans une histoire de la renégociation des relations entre la gauche et l'État (Marc Lazar), et de la conquête du pouvoir par le PS. Elles soulignent que la rupture du programme commun n'interrompt pas les dynamiques à l'œuvre. L'union perdure au plan local et la « norme unitaire », incorporée, joue désormais au profit du PS (François Prigent, Rémy Lefebvre) jusqu'à ce que les élections présidentielles de mai 1981 attestent que « la stratégie de François Mitterrand [a] porté ses fruits » (Pierre Mauroy, Jean Vigreux). François Prigent qui propose de réinsérer cette histoire dans la plus longue durée de la progression de la gauche, de 1958 à 2004, s'inscrit pareillement dans une chronologie politique.

Mais selon Charles Fiterman et Florent Gougou, le déclin du PCF ne saurait se comprendre qu'en mobilisant un cadre spatio-temporel plus étendu. « Nous n'avions pas tiré les conclusions nécessaires des changements de société en train de se produire, écrit le premier. Une situation dont on n'avait pas les clefs. Il y avait un affaiblissement des facteurs mondiaux dont certains à caractère historique. » Le second souligne pour lui que le déclin des partis communistes est un phénomène transnational qu'on ne saurait expliquer par des données strictement nationales. En relativisant dès lors les responsabilités de la stratégie adoptée en 1972 ou de la rupture, plusieurs contributions invitent à pareillement réinsérer le « moment programme commun » dans une séquence et une spatialité plus amples.

L'exceptionnalité du programme commun au regard des orientations dominantes parmi les partis socialistes (Gilles Vergnon, Marc Lazar) comme

au sein du Mouvement communiste international (Jean Vigreux) sont à la mesure d'un pays longtemps marqué par l'existence d'un parti communiste dominant et d'une culture étatique consensuelle. Mais cette exceptionnalité doit alors compter avec des tendances lourdes qui contreviennent à plus d'un titre à ses fondements. Que le PS ait choisi de déjouer le piège tendu par Georges Pompidou en décidant en 1972 de s'abstenir lors du référendum sur la construction européenne organisé quand les négociations sur le programme commun touchaient à leur terme et que le PCF ait adopté la voie du compromis ne sauraient occulter les contradictions entre l'assise nationale du projet et la politique européenne en essor (Fabien Conord).

Le retournement de cycle qui s'amorce en 1973 et les redéfinitions qu'il induit à l'échelle internationale contreviennent à plus fort titre aux logiques dont le programme commun se réclame. La culture de régulation dont il se voulait un nouvel avatar perd de son audience du fait des limites atteintes par les politiques keynésiennes après 1974 à cause de la crise économique qui cumule inflation et chômage, ainsi que de l'internationalisation croissante des économies (Mathieu Fulla), avant que la légitimité des remèdes keynésiens ne soit frontalement remise en cause lors de la révolution conservatrice et monétariste engagée par Margaret Thatcher en 1979 et Ronald Reagan en 1981, et étayée par les économistes, désormais hégémoniques, de l'école de Chicago. Le double échec de la politique de relance keynésienne et de reconquête industrielle par les nationalisations tentées en 1981-1982 puis les réorientations libérales qui s'amorcent alors pour s'imposer en 1984 sonnent le glas du modèle et d'une culture politique engagés en 1936, affirmés en 1944 et dont le programme commun constitue une dernière expression. Cela peut inciter à réinscrire le « moment programme commun » dans cette chronologie plus longue qui n'est plus exclusivement celle du déclin du PCF ou de la redéfinition des rapports du parti socialiste et de l'État mais celle de la régulation<sup>12</sup>.

12. Cette démarche a prévalu dans deux initiatives peu ou prou contemporaines du colloque, qui ont abordé l'une et l'autre le programme commun sans en faire leur sujet exclusif. Cf. *La CGT de 1966 à 1984. L'empreinte de mai 1968*, IHS-CGT, 2009 « Les politiques économiques de la gauche, 1936-1984 » 20-21 mai 2011, Fondation Gabriel-Péri, et les actes à paraître du colloque organisé par la Fondation Gabriel-Péri « Les politiques économiques de la gauche, 1936-2002 » les 20 et 21 mai 2011. Il serait sans nul doute intéressant de pouvoir croiser le résultat de ces différents travaux.

## Introduction

Alain BERGOUNIOUX

Le programme commun de gouvernement occupe une place particulière dans l'histoire de la gauche. En quelques années, de 1972 à 1977, il a été, à la fois, le symbole de l'union de la gauche et sa concrétisation, et le prétexte de sa désunion. Cette dualité se retrouve également dans la mémoire de l'événement. Il continue, en effet, d'évoquer des années militantes, des années incontestablement de ferveur à gauche. Mais, pour le PCF comme pour le PS, pour des raisons différentes, il est rapidement devenu une référence négative, pour les communistes parce qu'il a incarné l'échec de leur stratégie, définie dès le début des années 1960, et qu'il s'est révélé être une illusion, en ne permettant pas au parti de conserver une position de force dans la gauche, pour les socialistes parce qu'il a représenté un risque d'échec, après avoir été un moyen pour restaurer leur légitimité politique, et que cette volonté d'écrire dans le détail un programme de gouvernement ne pouvait plus valoir pour l'avenir dans des conjonctures plus incertaines. Conçu intellectuellement dans la foulée des années 1960 et reprenant les thèmes mis alors en avant par les différentes gauches, orchestrées principalement par la confiance dans la puissance de l'État, pleinement habilitée à intervenir dans la vie économique et sociale, le programme commun de gouvernement a été ainsi plus le témoin du passé de la gauche que de son avenir. Danielle Tartakowsky ayant dans son introduction rendu compte avec exactitude des apports du colloque dans son ensemble, je privilégierai dans la mienne la place du programme commun de gouvernement dans la dynamique politique des années 1970.

Le congrès d'Épinay, tenu les 11-13 juin 1971, est donné souvent comme l'acte fondateur d'un nouveau « cycle politique ». En installant, en effet, François Mitterrand comme premier secrétaire d'un parti créé un peu moins d'un an auparavant, le congrès adoptait une stratégie politique : construire une majorité politique en mettant en œuvre une union de la gauche, essentiellement entre le PS et le PCF, sans autre préalable que la conclusion d'un programme de gouvernement. La « rénovation » de la « gauche non communiste » avait commencé plusieurs années auparavant.

À vrai dire, dès l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel, en 1962, la nécessité d'un regroupement s'imposa. Et François Mitterrand n'en a pas eu le monopole. Mais le double échec de Gaston Defferre, en 1964 et 1969, qui partageait avec lui la volonté d'adapter la gauche à la nouvelle réalité institutionnelle, mais pensait y parvenir par une union des centres et privilégiait avant tout la concrétisation d'une majorité parlementaire, lui ouvrit la voie, une première fois, en 1965, avec la création de la FGDS, dans la foulée de son second tour contre de Gaulle, une seconde fois, en 1969, où les 5 % du « ticket » Defferre-Mendès discréditèrent l'union des centres. Encore fallait-il s'imposer au Nouveau Parti socialiste, créé en juillet 1969, sous la direction d'Alain Savary, dont la majorité craignait la prééminence de François Mitterrand, avec la perte d'identité qu'elle entraînerait pour la « vieille maison », et entendait réaliser la fusion avec la Convention des institutions républicaines à ses conditions. Le débat clef ne portait plus sur le principe de réaliser une union électorale avec les communistes. Tous l'acceptaient maintenant avec plus ou moins de réticences. Mais la méthode divisait toujours, dialogue préalable pour réduire les différenciations idéologiques, comme le voulait la majorité du Nouveau Parti socialiste, programme immédiat, comme le souhaitait explicitement, la gauche du parti, le CERES de Jean-Pierre Chevènement, et y appelait François Mitterrand depuis plusieurs années.

En principe, avec, sinon le renfort (car l'hostilité de Gaston Defferre vis-à-vis de Guy Mollet était connue), du moins la neutralité de la Fédération des Bouches-du-Rhône, fort critique vis-à-vis des communistes, la majorité « savaro-molletiste », qui bénéficiait de plus du renfort de Jean Poperen et de son club, l'UGCS, était victorieuse sur le papier. L'habileté de François Mitterrand, en fait, fut de réunir toutes les personnalités et les minorités qui considéraient que l'influence de Guy Mollet et de ses soutiens était l'obstacle principal au développement d'un PS rénové, quitte à différer sur le contenu exact de la future union de la gauche, réalisant ainsi une alliance entre ce qui était considéré comme les extrêmes du nouveau parti socialiste, Gaston Defferre et sa fédération et les jeunes du CERES, avec les forces de la CIR, aux effectifs surreprésentés dans la négociation avant le congrès, avec l'appui, évidemment décisif, d'une partie de l'ancienne majorité, derrière Pierre Mauroy, écarté par Guy Mollet, au congrès d'Issy-les-Moulineaux, au profit d'Alain Savary, pour le poste de premier secrétaire qu'il pensait devoir lui revenir. Cette coalition improbable l'emporta après une ultime péripétie tactique dans le congrès même qui permit de faire voter une représentation proportionnelle intégrale des motions pour composer les instances dirigeantes. Mais, il faut noter – et cela a été occulté par le succès final – que les résultats ont été malgré tout serrés : dans le vote final, le texte Mitterrand a obtenu 43 926 voix et le texte Savary 41 757 sur

90 719 mandats, avec 3 925 abstentions et 1 028 absents<sup>13</sup>. La SFIO et le nouveau parti socialiste dans sa courte existence avaient connu des congrès de ce type qui laissaient le parti divisé. La légitimité de François Mitterrand était donc encore à prouver à l'intérieur du PS, mais également dans le reste de la gauche qui, sur le moment, n'a pas vu dans ce congrès un événement majeur, au PCF évidemment, mais aussi au PSU, toujours critique vis-à-vis des partis traditionnels, et dans le parti radical, où Jean-Jacques Servan-Schreiber tentait de reprendre une stratégie centriste. Le rendez-vous des élections législatives du printemps 1973 s'annonçait comme décisif.

Conscients de cette échéance, François Mitterrand et ses proches entendirent créer une dynamique politique que la presse n'avait pas perçue à Épinay. Elle passa, d'abord, par une réorganisation complète du parti. Appuyé sur ses alliés d'Épinay, Pierre Mauroy, à la tête de l'administration du parti, Gaston Defferre, conservant la présidence du groupe parlementaire, le premier secrétaire confia à ses proches des fonctions décisives, particulièrement, Pierre Joxe pour la formation et l'animation des fédérations, Georges Filloud pour la communication, et utilisa l'allant des jeunes dirigeants du CERES pour l'animation idéologique<sup>14</sup>. L'objectif était de créer la structure d'un parti moderne et efficace, avec la mise en place de nouvelles équipes dans les départements. Ces changements favorisèrent la prise de responsabilités de militants plus jeunes, plus divers dans leurs origines culturelles. En un peu plus d'un an, les effectifs s'accrurent pour porter les effectifs (officiels) d'environ 85 000 adhérents à 95 000. L'ambition était également de marquer pour l'opinion une rupture d'image – avec les facilités que cela entraînait avec malgré tout des dirigeants tous partie prenante des débats passés. C'est pour cela que l'adoption rapide d'un programme socialiste revêtit de l'importance. Préparé sous la responsabilité de Jean-Pierre Chevènement, il fut la carte d'identité idéologique de la nouvelle direction<sup>15</sup>. Prenant appui sur tous les travaux et les débats de la décennie précédente, ce texte amalgama les différentes cultures de la gauche, l'anticapitalisme, avec notamment un important programme de nationalisations et la remise en vigueur de la planification, l'aspiration démocratique, avec l'autogestion revendiquée comme une finalité, l'aspiration égalitaire, avec des mesures sociales importantes, l'affirmation des droits et des libertés individuelles, avec notamment le droit à l'IVG et à la contraception. Il est intéressant de noter que les réformes institutionnelles préservaient le cadre de la V<sup>e</sup> République, et mettaient davantage l'accent sur la décentralisation des pouvoirs, et que la partie internationale était ouvertement européenne,

13. *Le congrès d'Épinay. Un nouveau départ pour les socialistes*, Parti socialiste, 2001, p. 71.

14. MEXANDEAU, L., *François Mitterrand. Le militant, trente ans de complicité*, Paris, Le Cherche Midi, 2006; ESTIER, Cl., *J'en ai tant vu. Mémoires*, Paris, Le Cherche Midi, 2008.

15. « *Changer la vie* », *Programme de gouvernement du parti socialiste et programme commun de la gauche*, Paris, Flammarion, 1972.

« pacifiste » (en prônant la fin du nucléaire militaire français) et tiers-mondiste. Quatre-vingt-douze mesures synthétisaient ce programme ambitieux. « Changer la vie », le titre du programme, rendait un son qui n'était plus entendu dans les textes socialistes depuis longtemps, en jouant, à la fois, sur les espoirs collectifs et les aspirations individuelles. Revendiquant, dans le fil du congrès d'Épinay, une « rupture » avec la société capitaliste et une « maîtrise de l'économie », ce programme était suffisamment large pour répondre à la diversité des aspirations de l'électorat et s'inscrivait dans la tradition de la gauche depuis 1945 pour permettre une négociation avec le PCF. Celle-ci a donné lieu à des discussions âpres sur la notion d'autogestion, que les communistes n'acceptaient pas, sur l'étendue des nationalisations, sur les institutions, les socialistes refusant la « dissolution automatique » de l'Assemblée nationale en cas de désaccord dans la condition gouvernementale, sur la politique internationale, qui s'en tint aux grands principes, les socialistes faisant accepter malgré tout la construction européenne. Mais les deux partis PS et PCF ayant fait, l'un et l'autre, de la conclusion d'un programme de gouvernement la base de leur stratégie, les communistes depuis 1964, il ne fallut, à partir du 27 avril 1972, que deux mois pour arriver à un accord, le 9 juillet. Le MRG, en rupture avec le parti radical de Jean-Jacques Servan-Schreiber, depuis septembre 1971, obtint une annexe, mettant l'accent sur l'importance de l'initiative privée dans tous les secteurs de l'économie, qui lui permit de rejoindre les signataires le 12 juillet, renforçant ainsi le PS qui put se placer en position centrale. L'impératif politique a primé. L'introduction marquait qu'il s'agissait d'un « programme d'action » entre des partis qui conservaient « leurs personnalités » et se réclamaient « de principes qui fondent leur existence propre<sup>16</sup> ».

Les élections législatives de mars 1973, quelque peu sous-estimées dans les études de la période, occultées qu'elles ont été par l'élection présidentielle haletante de l'année suivante, ont été pourtant le test décisif pour valider la stratégie proposée à Épinay et, par là même, l'autorité de François Mitterrand dans son propre parti. Elles avaient, en effet, un double enjeu : rééquilibrer le rapport de forces électorales avec la droite, en faisant coïncider le clivage entre la majorité et l'opposition avec le clivage entre la droite et la gauche, et faire du PS l'élément clef de cette réalité nouvelle. Les résultats l'ont permis. En regroupant 20,8 % des suffrages exprimés, le PS et le MRG dépassaient le score de la FGDS en 1967 et faisaient 4 % et de plus qu'en juin 1968. Ils faisaient presque jeu égal avec le PCF, qui maintenait son étiage électoral avec 21,4 % des suffrages exprimés. La poussée du PS ne se faisait pas au détriment du PCF, même si la dynamique de l'Union de la Gauche favorisait les socialistes. Et, qui plus est, la faiblesse des scores du PSU, 1,9 % des suffrages exprimés, qui s'était présenté quasiment seul aux

16. *Op. cit.*, in n. 3, p. 255. Le texte du programme commun de gouvernement a été édité par les deux partis, PS et PCF, à l'été 1972, chez Flammarion pour le PS et aux Éditions sociales pour le PCF.

élections, et n'avait pu être présent que dans 200 circonscriptions, et, parallèlement, l'échec centriste, avec seulement 13,3 % des suffrages exprimés, montraient que la bipolarisation était en marche et qu'il n'y avait pas de stratégie alternative pour la gauche à celle conduite par François Mitterrand. À droite, Georges Pompidou en tira les conséquences, en réalisant un rapprochement avec le centre, à gauche, la plupart des élus radicaux rejoignirent le MRG. François Mitterrand, par ces résultats, désarma son opposition au sein du PS – l'ancienne majorité « savaro-mollétiste » se désagrégea dans cette année 1973. L'équilibre électoral avec le PCF, qui pensait avoir une autre force sociale que le PS, permettait d'envisager une candidature commune pour la prochaine élection présidentielle. Le désarroi du PSU – dans une année où les mouvements gauchistes s'essoufflaient – fit apparaître pour une part de ses dirigeants, derrière Michel Rocard, qui quitta alors la direction nationale du parti, que le PS était le pôle inévitable du regroupement de la gauche socialiste.

L'élection présidentielle anticipée de 1974 concrétisa cette nouvelle donne, en installant fortement la bipolarisation entre la droite et la gauche, équilibrant les deux « camps », la victoire s'étant jouée à moins de 1 % des voix pour Valéry Giscard d'Estaing, en affirmant encore plus la prééminence de François Mitterrand, en entraînant une étape supplémentaire dans le regroupement socialiste. En octobre, en effet, les assises du socialisme ont permis l'entrée dans le PS de militants de la « deuxième gauche », du PSU derrière Michel Rocard, même s'il n'a pas entraîné la majorité du parti, de la CFDT et du mouvement associatif, tirant ainsi un trait sur l'aventure du PSU<sup>17</sup>. Ce mouvement, dont les contradictions n'étaient évidemment pas absentes<sup>18</sup>, accentua le développement national du PS, en attirant une part des jeunes générations, des catégories moyennes salariées en expansion, influencées par les valeurs de mai 1968 et en s'implantant dans les régions de l'Ouest et de l'Est de tradition catholique. Plus divers, le PS était plus rayonnant, et les controverses inhérentes à la confrontation des cultures politiques différentes paraissaient pour le moment secondaires, par rapport à l'espérance d'une victoire prochaine. « Le point de départ d'une nouvelle étape<sup>19</sup> », comme le titrait *L'Unité*, l'hebdomadaire du PS, ou comme le journal *La Croix*: « Les socialistes croient en leur victoire<sup>20</sup>. »

En fait, l'année 1974 a été un point d'inflexion. Les années suivantes, jusqu'au printemps 1981, ont été marquées par la division de la gauche et par de vifs débats dans le PS. Au point qu'aux dernières élections nationales avant 1981, les élections européennes de 1979, le total des voix de gauche n'atteignait que 47,1 % contre 48,4 % pour la droite, et cela venant après

17. *Pour le socialisme. Le livre des assises du socialisme*, Paris, Stock, 1974.

18. KRAUS, FR., *Les Assises du socialisme*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2001.

19. *L'Unité*, 18 octobre 1974.

20. *La Croix*, 15 octobre 1974.

une défaite aux élections législatives du printemps 1978. La prochaine élection présidentielle pouvait paraître plus qu'incertaine. Les « succès » de 1973 et 1974, en effet, avaient créé de nouveaux problèmes susceptibles de remettre en cause la dynamique créée par l'union de la gauche. Les progrès socialistes ont avivé les inquiétudes de la direction communiste. Les élections législatives partielles d'octobre 1974, d'un point de vue électoral, et les assises du socialisme, d'un point de vue militant, montraient le risque que le PCF ne devînt une force seconde. Comment ne pas renoncer à une stratégie unitaire, attendue par l'électorat, et comment affaiblir le PS ? Ce dilemme a nourri les préoccupations communistes et a fini par être considéré par les dirigeants communistes comme un « piège mortel ». Le 20<sup>e</sup> congrès du PCF, tenu en octobre 1974, a inauguré une critique du PS qui ne s'est pas démentie dans les années suivantes, connaissant des hauts – l'année 1975 où la révolution portugaise fut un terrain d'affrontement pour les deux partis – et des bas – les élections cantonales du printemps 1976 et les élections municipales du printemps 1977, avant de connaître un dénouement dans la crise de l'automne 1977. Ce conflit majeur se compliqua de vives controverses au sein même du PS. La crise de l'union de la gauche fit ressortir les visions différentes qui avaient été occultées par les succès électoraux. Le CERES de Jean-Pierre Chevènement et le courant rocardien défendirent des approches antithétiques qui mirent en cause l'autorité de François Mitterrand. Le débat s'est élargi, après la défaite aux élections législatives de mars 1978, à une confrontation idéologique d'ampleur qui culmina au congrès de Metz en avril 1979, où l'affrontement apparut clairement aussi avoir pour enjeu la désignation du candidat socialiste à la prochaine élection présidentielle. Tout l'édifice construit depuis Épinay était ébranlé.

La crise avec le PCF ne surprit pas François Mitterrand. Il l'avait anticipée à partir du moment où le rapport des forces évoluait en faveur des socialistes. Il n'avait pas été favorable à la proposition d'actualisation du programme commun, qui avait le bon sens pour elle, cinq années après sa conclusion, mais qu'il se serait bien contenté de cantonner dans sa dimension symbolique. Faute de pouvoir empêcher la discussion ouverte le 31 mai, les socialistes cherchèrent le compromis, sans aller cependant au-delà de ce qui pourrait apparaître à l'opinion comme une capitulation face aux communistes, ce qui compromettrait toute chance de victoire en ruinant la prééminence socialiste acquise depuis 1974. Les négociations, ouvertes le 31 mai, arrivèrent cependant à un accord le 29 juillet – les socialistes acceptant le principe de la nationalisation des filières des grands groupes inscrits sur la liste de 1972, le désaccord persistant cependant sur leur nombre. Les délégations communistes et socialistes eurent l'impression qu'une issue était trouvée. Mais le 3 août, Georges Marchais dénonça l'accord, prenant prétexte de la position socialiste sur la dissuasion



nucléaire<sup>21</sup>. Les deux sommets de la gauche, le 14 et les 22-23 septembre, confirmèrent une rupture qui était déjà décidée. Le refus d'une union où le PCF serait second, dans la perspective d'un gouvernement, où les conditions économiques difficiles provoqueraient inévitablement le mécontentement de son électorat, se confirma. Face à cette épreuve de force, François Mitterrand détermina une ligne politique sur laquelle il ne transigea pas jusqu'en 1981. « Oui au programme commun, non au programme communiste », a résumé l'attitude que les socialistes adoptèrent. Maintenir la volonté d'union malgré tout – « être unitaire pour deux » – était la stratégie qui pouvait le plus gêner les communistes qui avaient tenu des positions plutôt erratiques dans la période, adeptes de « l'euro-communisme », en 1976, tenant un discours ouvriériste en 1977, en déroutant ainsi leur propre électorat. Elle permettait également de continuer d'imprégner l'électorat de gauche de mots d'ordre unitaires et de prolonger l'énergie acquise aux élections municipales de 1977 qui avaient été un grand succès pour la gauche, pour les socialistes d'abord mais aussi pour PCF, qui avait conquis 35 villes de plus de 30 000 habitants. Le 5 novembre 1977, dans une Convention nationale du parti socialiste, François Mitterrand résumait ainsi ses « règles d'action » :

« D'abord, servir l'union, ensuite, refuser la volte-face communiste, troisième règle d'action, être toujours soi-même, quatrième, prendre une ligne et la suivre, cinquième, parler aux Français<sup>22</sup>. »

Cette position fut contredite par le CERES, qui, depuis 1971, avait fondé une grande part de son identité politique, et de son influence, sur une conception quelque peu fusionnelle de l'union de la gauche, qu'il ne concevait pas en termes de rééquilibrage des forces, mais comme un moyen de changer les deux partis, sortir du « stalinisme » pour l'un, d'éviter la social-démocratie pour l'autre<sup>23</sup>. Dans la minorité du parti depuis le congrès de Pau en février 1975, représentant près d'un quart des militants, il n'a cessé de vouloir « être le fer de lance » de l'union. Avec la crise de l'automne 1977, Jean-Pierre Chevènement critiqua, à la fois, la fermeté du premier secrétaire vis-à-vis des communistes et son attentisme électoral :

« Il [le PS] n'a rien fait, écrivait Jean-Pierre Chevènement en 1978, pour calmer les appréhensions de son partenaire. Définissant souverainement sa ligne politique en fonction d'une analyse de la situation internationale qui n'avait rien de spécifiquement socialiste (les contraintes du marché mondial et la nécessité d'un consensus germano-américain), refusant tout

21. Témoignages de Charles Fiterman et de Lionel Jospin dans cet ouvrage.

22. Convention nationale du parti socialiste du 5 novembre 1977, discours de François Mitterrand, cité in *Politique. 1938-1981*, Paris, Marabout, 1981, p. 355-356.

23. CHEVÈNEMENT, J.-P., *Les Socialistes, les communistes et les autres*, Paris, Aubier-Montaigne, 1977, p. 139.

compromis sur le pouvoir avec le PCF, il n'a pas aidé celui-ci à envisager l'avenir autrement que dans le rétroviseur de ses fantasmes les plus traditionnels<sup>24</sup>. »

Cette pression se heurtait à une autre critique contradictoire. Michel Rocard, en effet, et Pierre Mauroy dans une moindre mesure, virent dans la rupture de l'union la traduction des limites d'une stratégie qui reposait trop sur un compromis entre des « appareils politiques ». Michel Rocard s'était clairement opposé, dans la négociation du printemps, aux surenchères communistes en matière économique et sociale. Il plaidait pour faire l'inventaire des divergences avec le PCF – ce qui était une critique de la « ligne » d'Épinay – et redéfinir les bases d'une union de la gauche, plus ouverte aux forces sociales, donnant plus d'autonomie au PS<sup>25</sup>.

La défaite des élections législatives de mars 1978 a évidemment accentué la crise interne. Le PS, au premier tour, regroupait certes près du quart de l'électorat et devançait nettement le PCF, et la gauche totalisait un peu plus de 50 % des voix, mais, au second tour, le recul fut net, les médiocres reports entre les candidats socialistes et communistes expliqua l'échec, l'UDF, pour sa part, attirant une grande part de l'électorat centriste. Le CERES continua de mettre en cause le refus par François Mitterrand et la majorité issue du congrès de Pau, de conclure un « compromis » sur le pouvoir avec le PCF. Mais l'élargissement de la critique rocardienne à l'ensemble de la ligne suivie depuis Épinay constitua l'élément clef d'une crise interne. Michel Rocard et son courant, en effet, entendaient donner une nouvelle cohérence au projet socialiste, à la fois pour mettre en œuvre une conception de l'union de la gauche plus large, en prise avec les forces syndicales, associatives, culturelles, et pour définir un modèle de régulation économique et sociale qui ne fit pas tout dépendre de l'État. Cette offensive idéologique était étroitement liée à une compétition ouverte pour la désignation du prochain candidat socialiste à l'élection présidentielle. La déclaration de Michel Rocard, le 17 septembre, marquant que « sans doute, un certain style politique, un certain archaïsme sont condamnés<sup>26</sup> », fut comprise comme telle. Cette imbrication des enjeux de pouvoir interne et externe fit que le conflit se livra à deux niveaux, celui du parti et celui de l'opinion. Elle eut pour effet une recomposition des alliances au sein du parti. Pierre Mauroy rejoignit Michel Rocard dans la préparation du congrès qui avait été fixé pour les 6,7 et 8 avril à Metz. Mais, par là même, le CERES, tout en maintenant sa ligne politique, considéra que l'offensive de ce qu'il appelait la « gauche américaine » était le danger principal, et se rapprocha de François Mitterrand qui, pour résister, entendit incarner la

24. CHEVÈNEMENT, J. P., postface, in *Le CERES par lui-même*, Paris, Bourgeois, 1978, p. 271.

25. ROCARD, M., discours du 12 octobre 1978, cité in *Parler vrai*, Paris, éd. du Seuil, 1978, p. 116-117.

26. *Le Monde*, 18 septembre 1978.

« ligne d'Épinay ». Le CERES porta dès lors l'essentiel de ses coups contre Michel Rocard et ses alliés<sup>27</sup>. Deux camps s'affrontèrent vivement, venant à opposer deux conceptions du socialisme – et deux ambitions présidentielles... François Mitterrand l'emporta finalement dans le parti, grâce au soutien de Gaston Defferre et de son influente fédération, et en concluant un nouvel accord avec le CERES qui rejoignit la majorité pour isoler les nouveaux « révisionnistes ».

Mais le face-à-face n'était pas terminé pour autant dans l'opinion. Michel Rocard avait certes annoncé au congrès – à la surprise de ses amis – qu'il ne serait pas candidat contre François Mitterrand si celui-ci l'était. Mais, il espérait néanmoins que la défaveur du premier secrétaire dans l'opinion – qui se révéla durable jusqu'à l'automne 1980 – le dissuaderait de se présenter. En octobre 1980, Michel Rocard devançait de 23 points François Mitterrand dans l'opinion des Français (53 % contre 30 %), et de 17 points dans l'opinion des électeurs socialistes (54 % contre 37 %)<sup>28</sup>. Mais la désignation se jouait dans le parti, et cette « élection primaire » qui ne disait pas son nom dépendait des militants. Michel Rocard, par sa déclaration de Metz, avait donné un avantage à François Mitterrand. La maladresse de la déclaration de candidature de Michel Rocard le 19 octobre 1980, qui n'avait pas trouvé le ton juste, pris entre les Français et les militants, permit à François Mitterrand, le 8 novembre, de provoquer un large soutien dans le parti pour sa propre candidature. Le retrait de Michel Rocard reconstitua l'unité du PS. Mais la rédaction du Projet socialiste, début 1980, portait la trace du durcissement idéologique de la majorité issue de Metz qui entendait porter un projet de « rupture » anticapitaliste et condamnait presque tous les thèmes avancés par les « rocardiens<sup>29</sup> ».

À la fin de l'année 1980, l'avenir politique paraissait incertain. La volonté de François Mitterrand d'en appeler toujours à une union de la gauche morte politiquement était un pari. Le PCF menait une critique incessante du PS, « parti bourgeois et réformiste ». Il avait tourné le dos à ses courtes années « euro-communistes » pour revenir à une orthodoxie sans nuances qui entendait déshabituer son électorat populaire du vote socialiste, au prix cependant de contestations internes réelles. Désigné candidat, Georges Marchais mettait même en doute un désistement pour le second tour, « notion périmée » disait-il... L'élection européenne de juin – la première au suffrage universel pour désigner les députés de l'Assemblée

27. Voir, par exemple, la motion du CERES, pour le congrès de Metz : « L'existence en France d'une puissante gauche américaine a aussi empêché le parti socialiste de jouer le rôle majeur qui lui revenait dans le développement de l'Union », cité dans *Le Poing et la Rose*, n° 79, février 1979, p. 26.

28. Sondages Public SA et Ifop, *Le Monde*, 15 octobre 1980. Voir, entre autres, comme étude, Parodi, J.-L. et Perrineau, P., « Les leaders socialistes devant l'opinion, François Mitterrand et Michel Rocard », Projet, 1979.

29. *Projet socialiste. Pour la France des années 1980*, Club socialiste du livre, 1980.

européenne – a montré cette coupure : le PS régressait par rapport à 1978, avec 24,7 % des suffrages exprimés, tandis que l'UDF regroupait 21,4 % des suffrages, montrant son attraction sur l'électorat centriste. Fin 1980, les études d'opinion donnaient Valéry Giscard d'Estaing gagnant dans le second tour<sup>30</sup>. Finalement, ce fut une gauche dispersée qui se présenta à l'élection présidentielle, pas moins de cinq candidats, avec, outre François Mitterrand et Georges Marchais, Arlette Laguiller pour Lutte ouvrière, Huguette Bouchardeau pour le PSU, Michel Crépeau même pour le MRG et un candidat écologiste, Brice Lalonde. Autant dire que la question des reports de voix pouvait être une interrogation. Mais la division n'était pas moins patente à droite, et des questions semblables pouvaient se poser. La confrontation ouverte, en juillet 1976, avec la démission de Jacques Chirac de sa responsabilité de Premier ministre, entre le président Giscard d'Estaing et le parti gaulliste n'avait fait que s'aggraver au fil des mois. La campagne européenne de 1979, avait été d'une grande violence. Jacques Chirac n'avait pas hésité à parler du « parti de l'étranger » pour qualifier le parti giscardien... Le RPR, fondé en décembre 1976, n'apportait qu'un soutien critique (et de plus en plus critique) au gouvernement dirigé par Raymond Barre. La crainte de faire gagner la gauche seule le retenait de provoquer une crise politique ouverte. Car l'anticommunisme était une attitude largement partagée dans les électors de la droite, celui du RPR comme celui de l'UDF, le parti du président créé en 1978. Malgré tout, trois candidats, issus de la majorité, se déclarèrent contre Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac évidemment mais aussi Michel Debré et Marie-France Garaud, qui, tous, menèrent une campagne critique sur le bilan du septennat. Les deux camps étaient fracturés.

Ce qui fut sans doute décisif pour faire pencher la balance fut le poids de la conjoncture. Celle-ci, était défavorable pour la droite, avant tout pour des raisons économiques et sociales. La « crise », en effet, s'était installée depuis quasiment sept années. Les espoirs de rémission qui existaient encore en 1978 – et qui ont joué aussi dans l'issue des élections législatives – ont été balayés par le second « choc pétrolier » en 1979 qui multiplia par trois les prix du pétrole, déséquilibrant le commerce extérieur. Les résultats positifs de la politique menée par le gouvernement de Raymond Barre, la stabilité du franc notamment, n'avaient pas le même poids que la progression du chômage (1 370 000 chômeurs à la fin de l'année 1979) et la baisse du pouvoir d'achat. L'inflation, quant à elle, demeurait forte, 14 % au premier trimestre 1980. L'année 1979 avait été marquée, qui plus est, par la grave crise de la sidérurgie dans le Nord et dans l'Est, avec ses restructurations difficiles et ses manifestations violentes. L'inquiétude dominait donc dans l'opinion. La popularité du gouvernement s'en trouva fortement

30. PARODI, J.-L., DUHAMEL, O., « Chronique de l'opinion publique : profil de l'année politique (septembre 1980-août 1981) », *Pouvoirs*, n° 19, 1981.

affectée au point que Raymond Barre fut écarté par le président-candidat de la campagne électorale. Ce dernier, soumis à la critique d'une partie de sa majorité, se trouvait qui plus est atteint personnellement par l'affaire des « diamants » de Bokassa qui avait pour le moins souligné les défaillances de la communication présidentielle. L'élan du début du septennat était loin et le rebond de 1978 avait été annulé par les effets de la crise économique et sociale.

L'argument principal qui restait entre les mains de Valéry Giscard d'Estaing tenait dans la critique en crédibilité qu'il faisait du programme de la gauche compte tenu de la polémique existante entre les socialistes et les communistes. La question fut ainsi incessamment posée à François Mitterrand de la place qu'il ferait aux ministres communistes dans la campagne électorale. La chance paradoxale du candidat socialiste fut finalement de tirer bénéfice de la rupture survenue avec le PCF. Elle rassura les électeurs qui craignaient une influence trop grande des communistes. Il put, ainsi, à la fois bénéficier encore de l'énergie acquise de l'union de la gauche dans l'électorat, sans être contraint par un programme. Il renforça cette image d'indépendance par la critique qu'il mena de l'URSS et de sa politique en Afghanistan, et des complaisances supposées de Valéry Giscard d'Estaing (« le petit télégraphiste » de Brejnev...). La posture présidentielle qui était la sienne lui permit d'utiliser les ressources des institutions et du rôle du président pour éluder la question communiste – ce qu'il n'avait pas pu faire en 1978. Ainsi répondait-il dans *Le Monde* du 7 mai 1981, à la veille du second tour :

« Vous vous trompez d'élection. Il s'agit d'élire un président de la République. Il ne s'agit pas pour l'instant de constituer un gouvernement sur la base d'une nouvelle majorité [...]. J'ai personnellement le sentiment qu'élus président de la République la majorité se formera le 10 mai<sup>31</sup>. »

Cette liberté du candidat lui permit également de tailler un programme à sa mesure, sous forme de « 110 propositions », qui ne reprenait pas les attendus idéologiques du projet socialiste et constituait concrètement une synthèse des réformes attendues par l'opinion dans un pays en crise pour proposer des réformes économiques, sociales, sociétales, institutionnelles. Le slogan de la campagne « La force tranquille », résumait le positionnement choisi par François Mitterrand.

Les résultats de l'élection montrent bien l'importance de cette conjoncture particulière du début de l'année 1981 et les effets proprement dits de la campagne électorale<sup>32</sup>. Le premier tour a confirmé le tassement relatif de l'électorat de gauche depuis 1978 : avec 47,2 % des suffrages exprimés, la gauche était dépassée par la droite qui arrivait à 48,7 % des suffrages. Mais Valéry Giscard d'Estaing était en dessous des 30 %, avec 28,31 % des

31. *Le Monde*, 7 mai 1981.

32. *Le Monde*, Dossiers et documents, « L'élection présidentielle » (26 avril-10 mai 1981).

suffrages exprimés, et François Mitterrand arrivait à 25,84 % des voix, alors qu'en 1974, candidat unique de la gauche, il en avait atteint 32,6 %. Les 15,34 % de Georges Marchais inattendus – même si les sondages situaient le candidat communiste à un peu plus de 18 % des intentions de vote dans les semaines précédentes – signa l'échec de la stratégie communiste depuis 1977. Une part de l'électorat communiste avait voté pour le candidat socialiste dès le premier tour. La crainte d'un danger communiste était écartée et ne pouvait plus être une aide pour le candidat de la droite. La direction communiste ne put refuser son désistement officiel sous peine d'aggraver la coupure avec son électorat. Les 3,92 % de Brice Lalonde devenaient un enjeu majeur. Sans se prononcer clairement, le candidat écologiste cependant porta ses critiques principalement sur le président sortant – responsable de la conversion nucléaire de la France. Le 10 mai, François Mitterrand l'emporta par 1 065 956 voix d'avance, soit 51,75 % des suffrages exprimés contre 48,24 % à Valéry Giscard d'Estaing. Les études postélectorales ont montré que la victoire fut due à un bon report des voix communistes, et d'une majorité des voix écologistes, mais également au renfort d'environ 15 à 18 % des voix gaullistes – soit quand même près d'un million de suffrages. Il est vrai que le désistement de Jacques Chirac ne pouvait pas avoir été plus minimal.

Le succès de François Mitterrand, finalement, a beaucoup tenu à une utilisation intelligente de la division, celle de son propre camp, en contraignant la direction communiste à aller à contre-courant des évolutions de la société française, et partiellement de son propre électorat, celle également de la droite, qui ne fit que s'approfondir depuis 1976 pour atteindre un point extrême en 1981. La logique de la V<sup>e</sup> République, avec la bipolarisation, qui se construisit progressivement, amenait sans doute à une alternance politique, alors que la droite se trouvait privée, avec l'aggravation de la crise, de l'argument de la prospérité économique. Mais que ce fût au printemps 1981, cela n'était pas écrit. Les conditions de cette victoire aux élections présidentielles expliquent le succès socialiste qui s'ensuivit aux élections législatives de juin, soulignant que plus qu'une victoire de la gauche, il s'agissait de celle du PS. L'impératif politique qui a dominé toute la stratégie de François Mitterrand depuis 1971, et a largement commandé les choix programmatiques de ces années, rend compte également des difficultés qui se manifestèrent dès l'année suivante et décidèrent d'un nouveau cours de l'histoire du PS, et en même temps, vu l'influence qu'il avait acquise désormais, de la gauche.